



LES FRANÇAIS ET LES DÉFICITS PUBLICS

21 Février 2013



SOMMAIRE

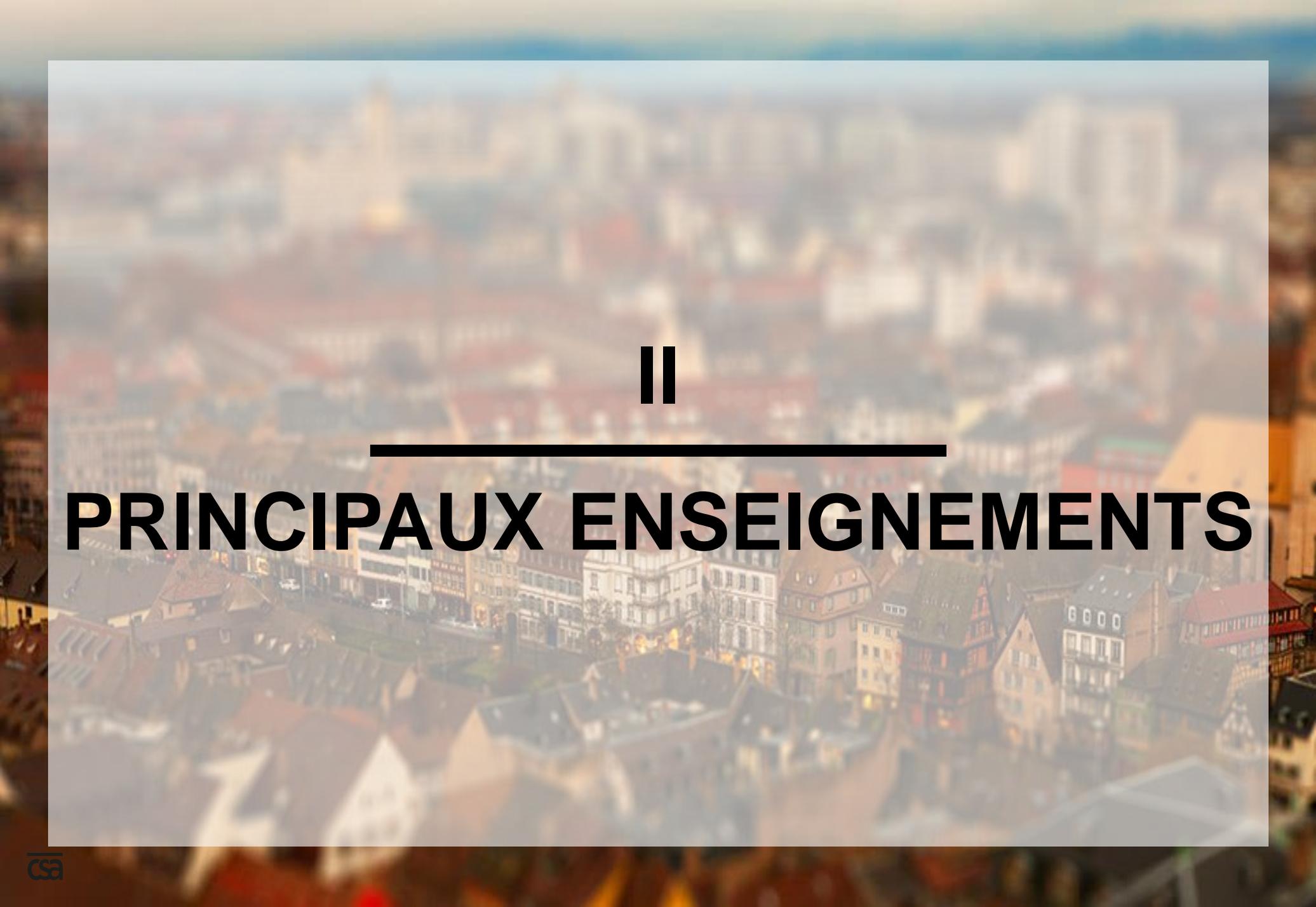
I FICHE TECHNIQUE DU SONDAGE

II LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

III LES RESULTATS

FICHE TECHNIQUE DU SONDAGE

- **Sondage exclusif CSA pour Atlantico** réalisé par internet du 19 au 21 février 2013.
- Echantillon national représentatif de **973** personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

An aerial view of a city with a semi-transparent overlay. The overlay contains the text 'II' and 'PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS'.

II

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Atlantico a confié à l'institut CSA la réalisation d'une enquête d'actualité sur « Les Français et les déficits publics ». Les résultats du sondage témoignent d'une prise de conscience des enjeux liés à la réduction des déficits, cette voie étant privilégiée par une majorité de personnes interrogées. Au-delà de ce constat, l'étude laisse toutefois entrevoir une opinion publique particulièrement partagée quant à la compatibilité de cet objectif avec notre modèle social.

Interrogés sur la voie à privilégier aujourd'hui entre la relance de la croissance économique par de nouvelles dépenses publiques et la réduction des déficits en diminuant ces dépenses, plus de six personnes interrogées sur dix optent pour la seconde solution (63% contre seulement 16% pour la première). Un cinquième environ des répondants ne retiennent ni l'une ni l'autre de ces solutions, soit parce qu'ils estiment qu'il faut plutôt stabiliser les dépenses publiques (14%), soit parce qu'ils ne se prononcent pas sur cette question (7%).

L'analyse des résultats par catégories de population et familles politiques confirme cette préférence pour une réduction des déficits au moyen d'une baisse des dépenses publiques. Quelques éléments de nuance méritent toutefois d'être apportés. On observe ainsi un écart de plus de 20 points entre la proportion de personnes âgées de 18 à 24 ans choisissant cette proposition (52%) et les plus de 65 ans (73%). Les plus jeunes se révèlent en effet plus sensibles que leurs aînés à une relance de la croissance économique par de nouvelles dépenses publiques (27% contre 16%). Ceci pourrait notamment s'expliquer par des situations sociales pour le moins différentes. Parmi les moins de 25 ans, nombreux peuvent en effet être les répondants qui sont ou seront bientôt en situation de recherche d'un emploi, dans un contexte marqué par une forte progression du chômage. Ceci peut susciter en retour davantage d'attentes en matière de croissance économique. Au sommet de la pyramide des âges, la plus forte propension des personnes interrogées à souhaiter une réduction des déficits publics doit quant à elle sans doute beaucoup aux craintes que peuvent avoir de nombreux retraités quant à la pérennité du financement du système de retraites par répartition. La réduction des déficits publics fonctionnerait alors comme une garantie apportée au maintien de leur niveau de revenus.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Au sein de la population active, **un léger clivage se fait aussi jour entre les salariés du privé d'une part et ceux du secteur public d'autre part.** Parmi les premiers, près des deux tiers (64%) se prononcent en faveur d'une réduction des déficits publics, contre « seulement » 50% des seconds qui optent plus fréquemment que les autres pour une relance de la croissance par davantage de dépenses ou alors une stabilisation de ces dernières.

La fréquence des réponses en faveur d'une réduction des déficits par une baisse des dépenses publiques fluctue enfin de façon assez significative selon l'attache partisane des personnes interrogées. **Ainsi, seule une majorité relative de sympathisants de gauche retiennent cette solution (47%, dont 50% des sympathisants PS) lorsque celle-ci est citée par près de huit sympathisants de droite sur dix (79%). Les premiers sont ainsi beaucoup plus nombreux que les seconds à réclamer une relance de la croissance économique par de nouvelles dépenses (28% contre 10% à droite).** Sur ce sujet, les sympathisants du Front national se positionnent comme ceux de la droite : 77% optent pour la réduction des déficits et 14% pour une relance de la croissance par la dépense publique. Soulignons enfin que ces enseignements se vérifient en fonction du vote au premier tour de l'élection présidentielle en 2012.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Pour une coute majorité de Français interrogés, la réduction des déficits publics est compatible avec notre modèle social, fondé notamment sur la sécurité sociale assurant à chacun la gratuité d'une grande partie des soins ou encore le système de retraites par répartition : 52% répondent par la positive, 42% par la négative et 6% ne se prononcent pas. C'est donc une opinion publique partagée que révèle cette enquête. Si un relatif consensus semble se dégager au sein de la population quant à la nécessité de réduire les déficits publics par une baisse des dépenses, les modalités et les conséquences pratiques d'un tel choix semblent ici beaucoup moins évidentes alors que les comptes sociaux français accusent d'importants déficits.

Cette césure se vérifie auprès de la plupart des catégories de population interrogées, à quelques exceptions près. Nous pouvons ainsi relever que les personnes âgées de 50 à 64 ans jugent beaucoup plus fréquemment que la réduction des déficits publics est compatible avec notre modèle social (60%, soit +8 points). Ceci est aussi le cas pour les cadres (74%) et dans une moindre mesure les ouvriers (57%). A contrario, les répondants âgés de 25 à 34 ans (c'est-à-dire les jeunes actifs) apparaissent extrêmement divisés sur ce sujet (46% de réponses positives et 48% de négatives), de même que les professions intermédiaires (49%-47%) et les employés (46%-44%). **L'analyse des résultats selon la préférence partisane des personnes interrogées révèle plus globalement que la compatibilité perçue entre réduction des déficits et modèle social est plus fréquente parmi les sympathisants de gauche que parmi ceux de la droite (60% contre 53%).** A titre d'exemple, 58% (contre 38%) des proches du Parti socialiste et jusqu'à 69% (contre 29%) de ceux du Front de gauche jugent notre modèle social compatible avec cet objectif. A l'autre bord de l'échiquier politique, les sympathisants de l'UMP ne sont que 50% (contre 48%) à partager cette opinion, de même que 51% (contre 47%) de ceux du Front national.

Yves-Marie CANN

Directeur d'études – Pôle Opinion Corporate

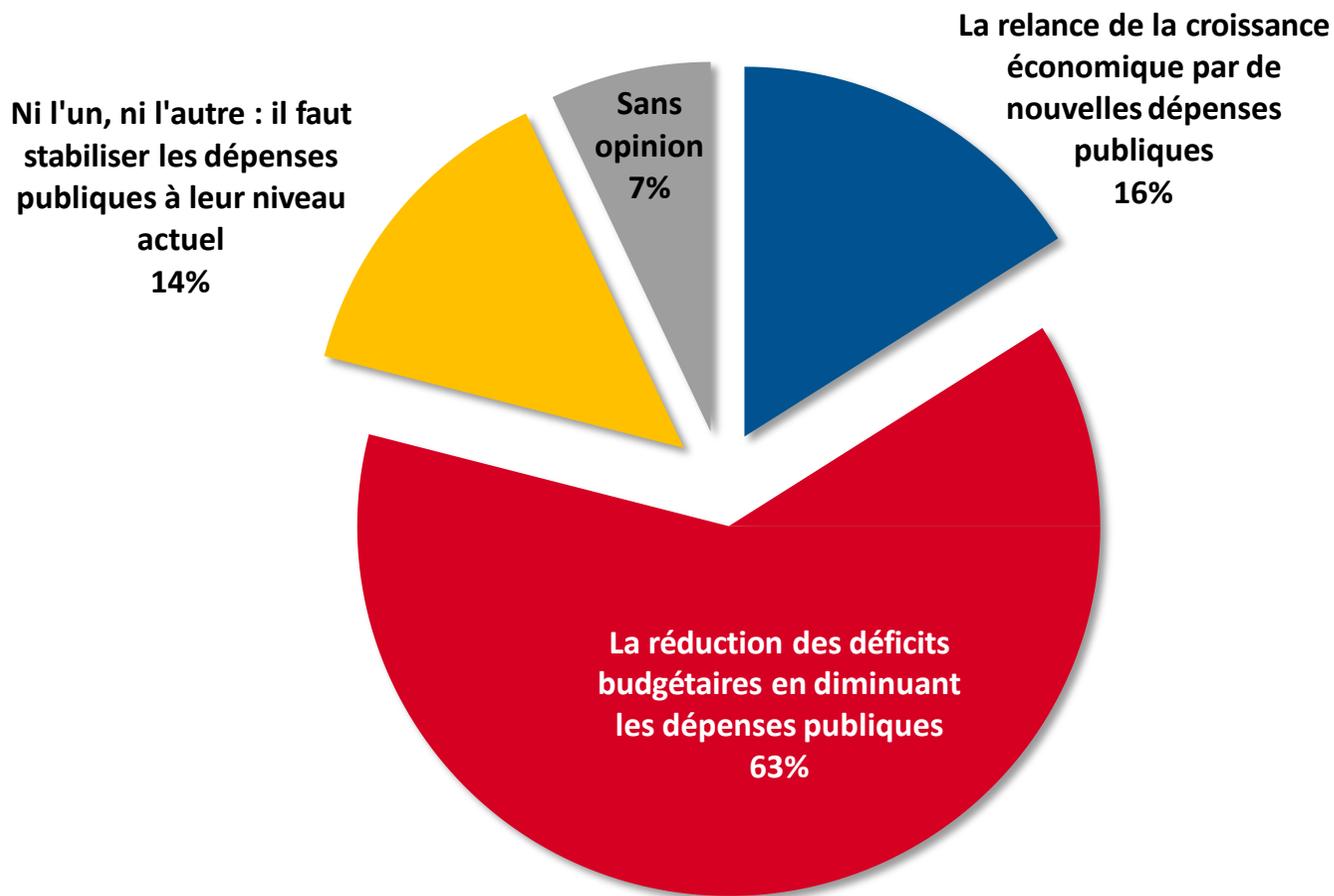


III

LES RÉSULTATS

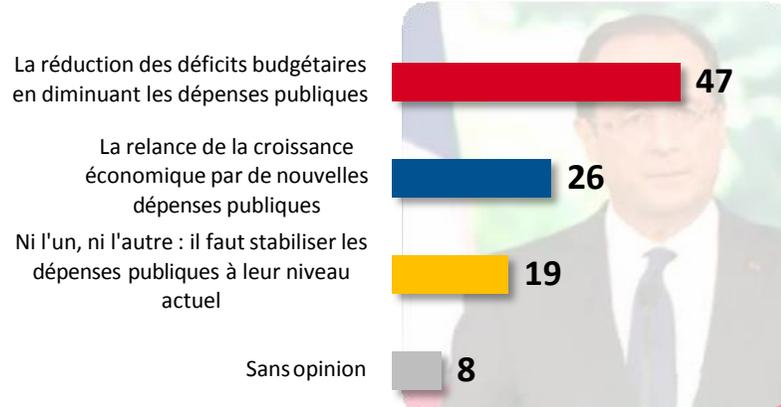
PLUS DE SIX FRANÇAIS SUR DIX PRIVILÉGIENT LA RÉDUCTION DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES PAR UNE BAISSSE DES DÉPENSES PUBLIQUES

QUESTION - En pensant à la situation de la France aujourd'hui, diriez-vous qu'il faudrait plutôt privilégier...?

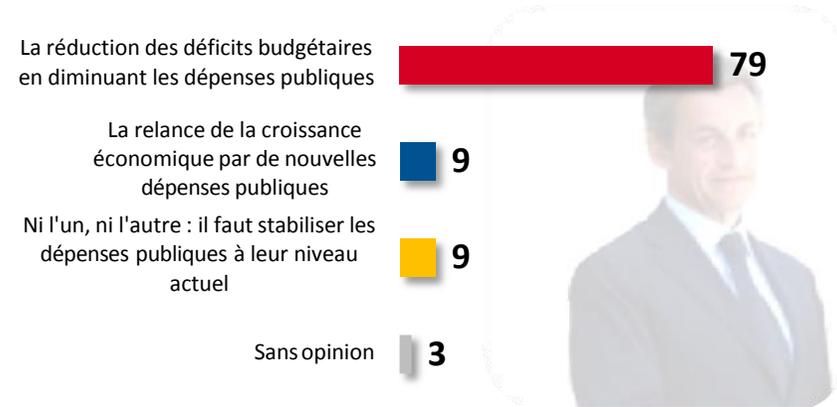


DÉTAIL DES RÉSULTATS PAR LES PRINCIPAUX ÉLECTORATS À LA PRÉSIDENTIELLE 2012 (1^{ER} TOUR)

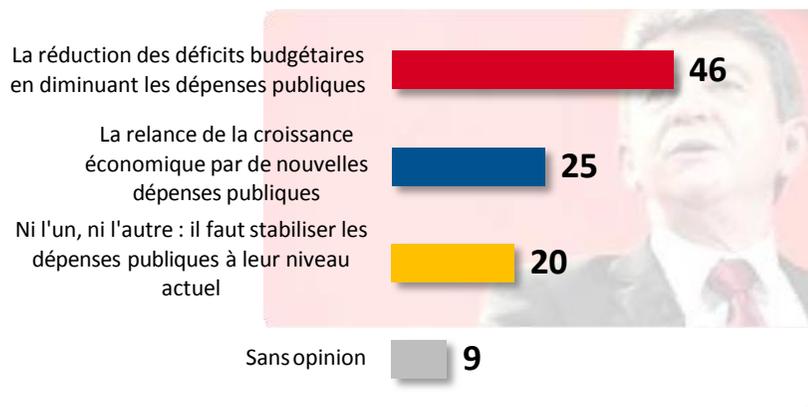
Electeurs de François Hollande au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



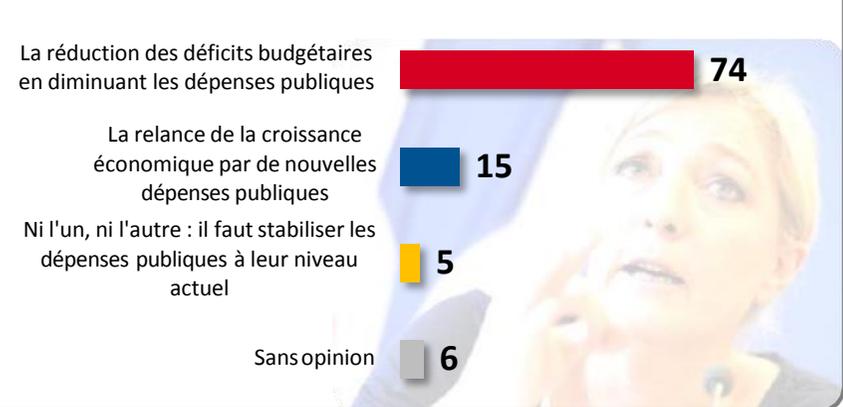
Electeurs de Nicolas Sarkozy au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



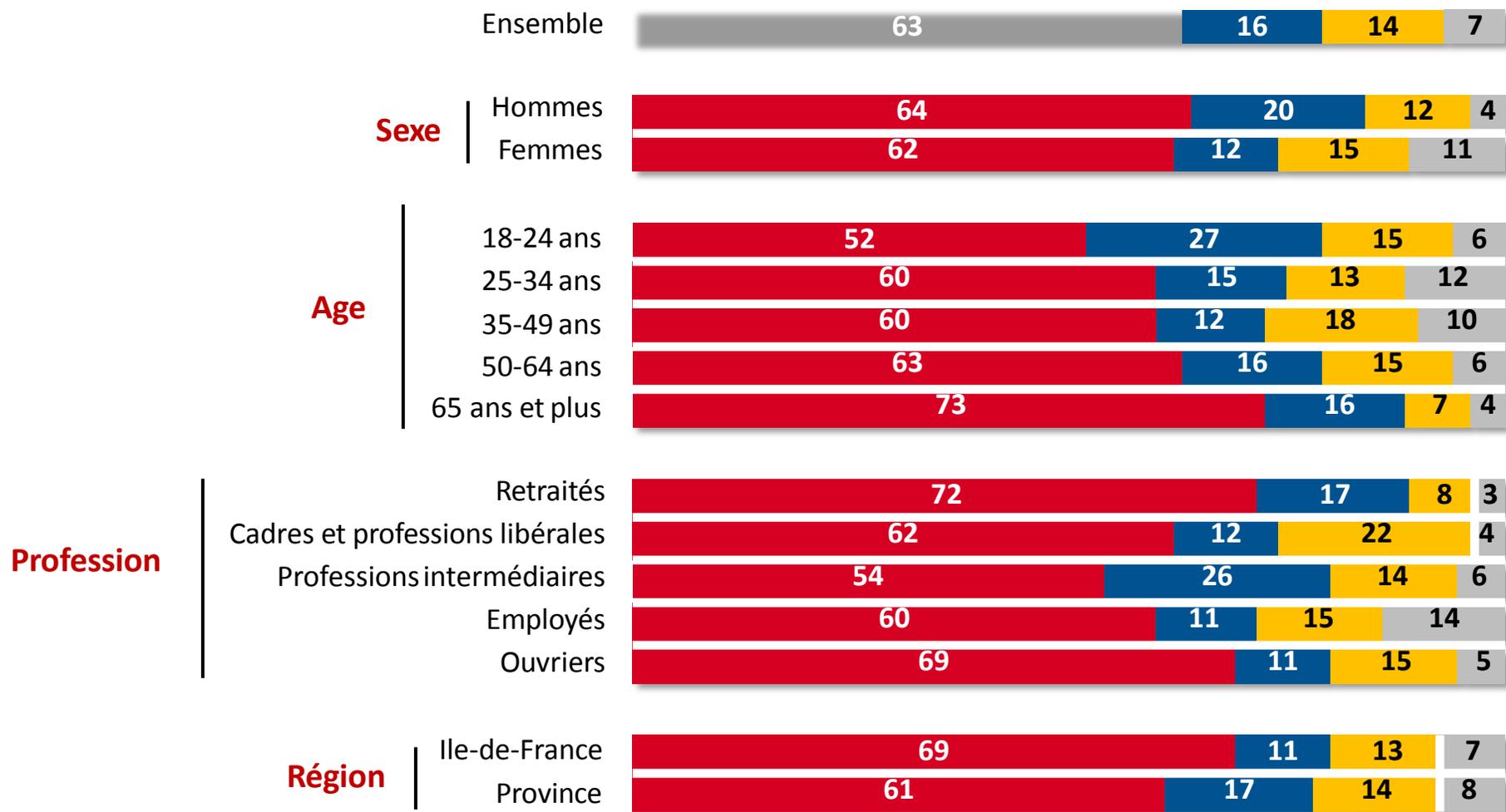
Electeurs de Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



Electeurs de Marine Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



DÉTAIL DES RÉSULTATS PAR CATÉGORIES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES



■ La réduction des déficits budgétaires en diminuant les dépenses publiques

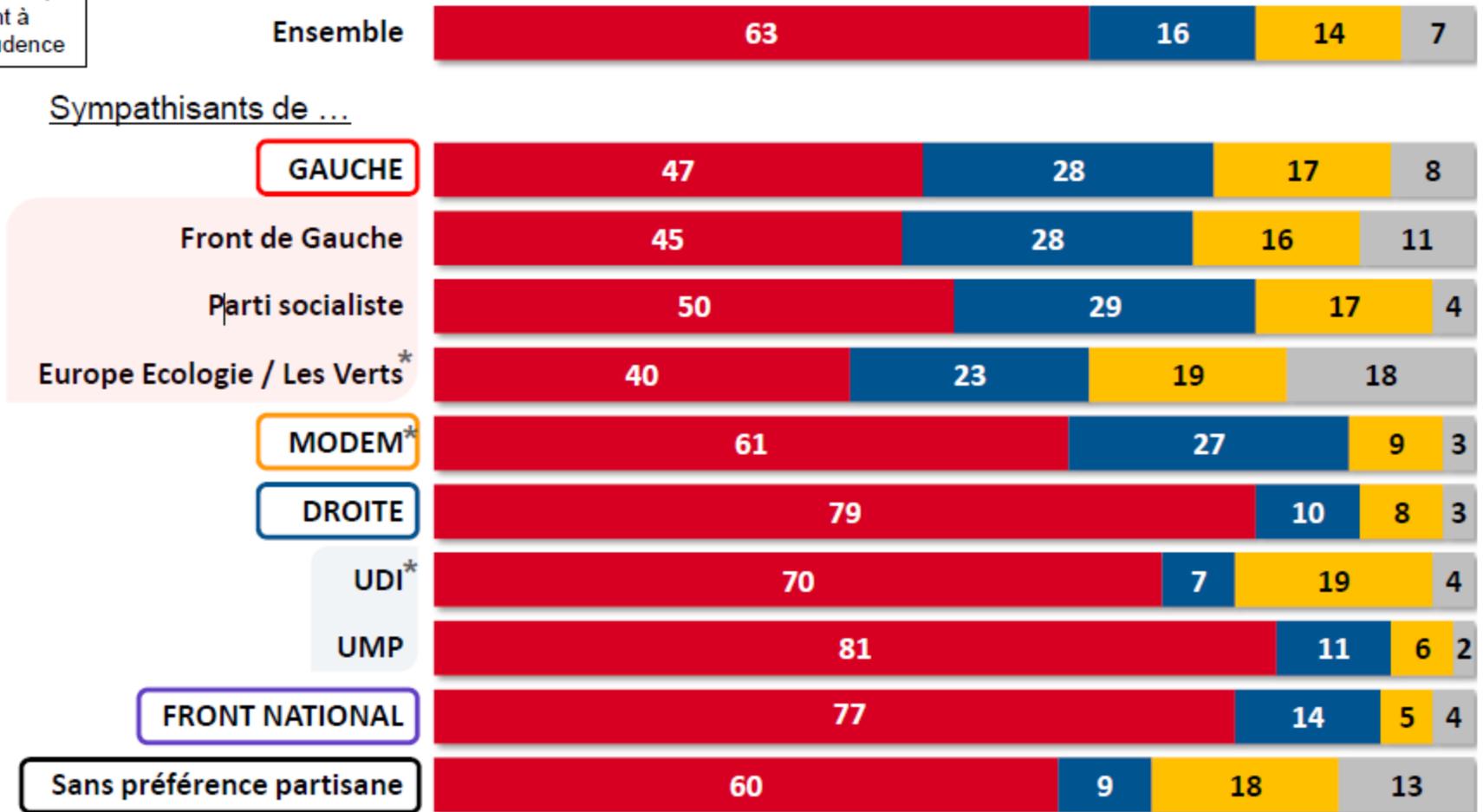
■ La relance de la croissance économique par de nouvelles dépenses publiques

■ Ni l'un, ni l'autre : il faut stabiliser les dépenses publiques à leur niveau actuel

■ NSPP

DÉTAIL DES RÉSULTATS SELON LA PROXIMITÉ POLITIQUE

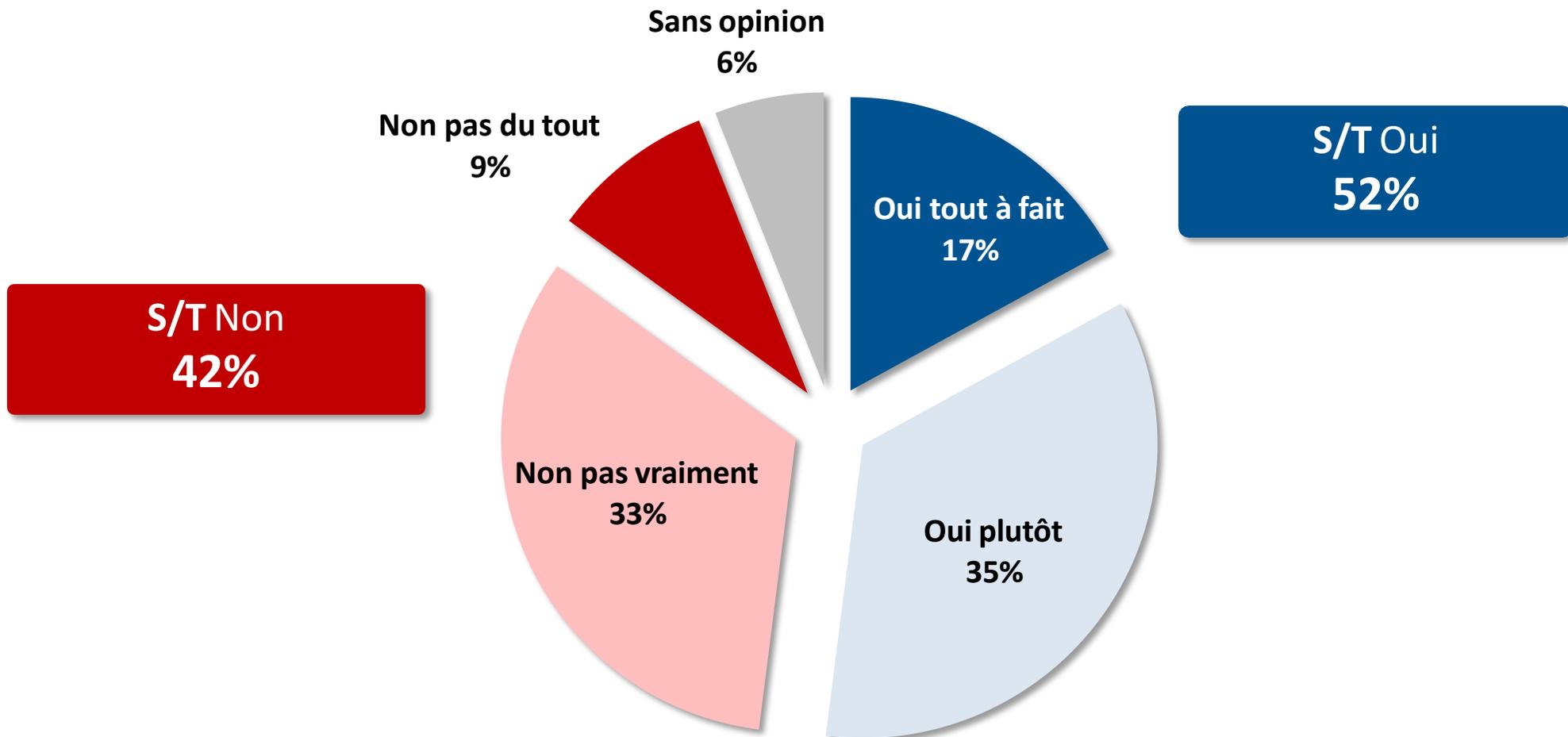
* En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence



■ La réduction des déficits budgétaires en diminuant les dépenses publiques
 ■ La relance de la croissance économique par de nouvelles dépenses publiques
 ■ Ni l'un, ni l'autre : il faut stabiliser les dépenses publiques à leur niveau actuel
 ■ NSPP

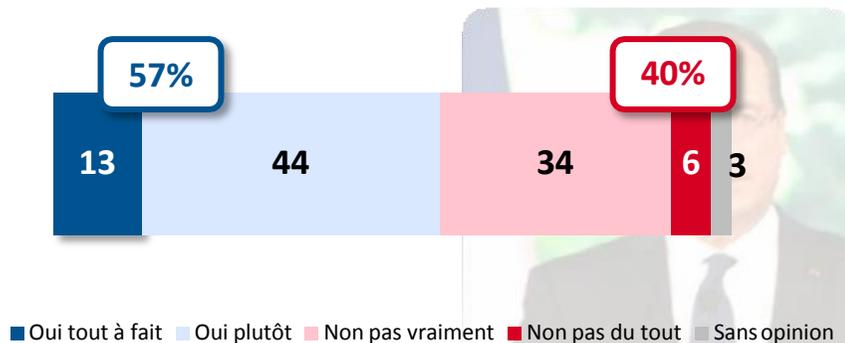
POUR UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS, LA RÉDUCTION DES DÉFICITS PUBLICS EST COMPATIBLE AVEC NOTRE MODÈLE SOCIAL

QUESTION - Selon vous, la réduction des déficits publics est-elle compatible avec le modèle social français (sécurité sociale assurant la gratuité d'une grande partie des soins, retraites par répartition, assurance chômage, etc.) ?

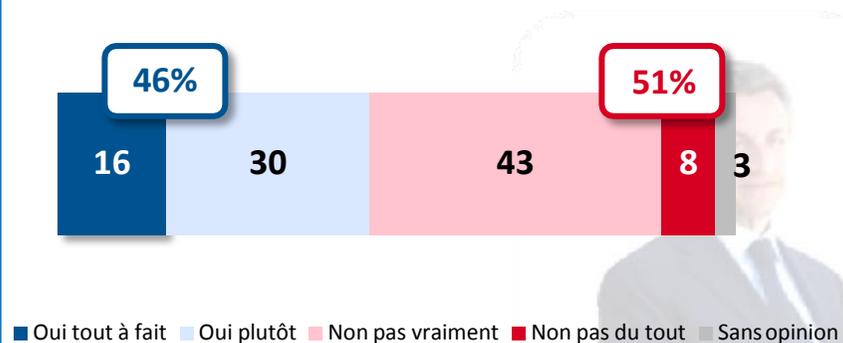


DÉTAIL DES RÉSULTATS PAR LES PRINCIPAUX ÉLECTORATS À LA PRÉSIDENTIELLE 2012 (1^{ER} TOUR)

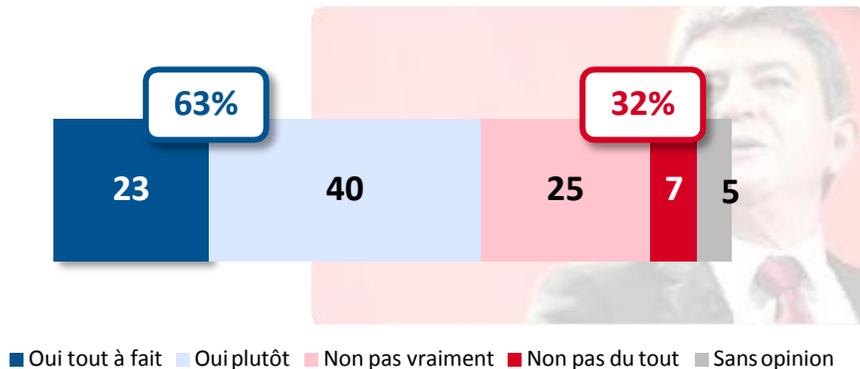
Electeurs de François Hollande au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



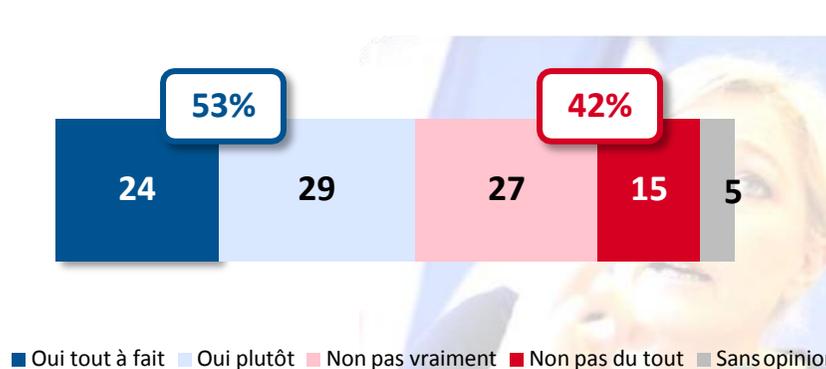
Electeurs de Nicolas Sarkozy au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



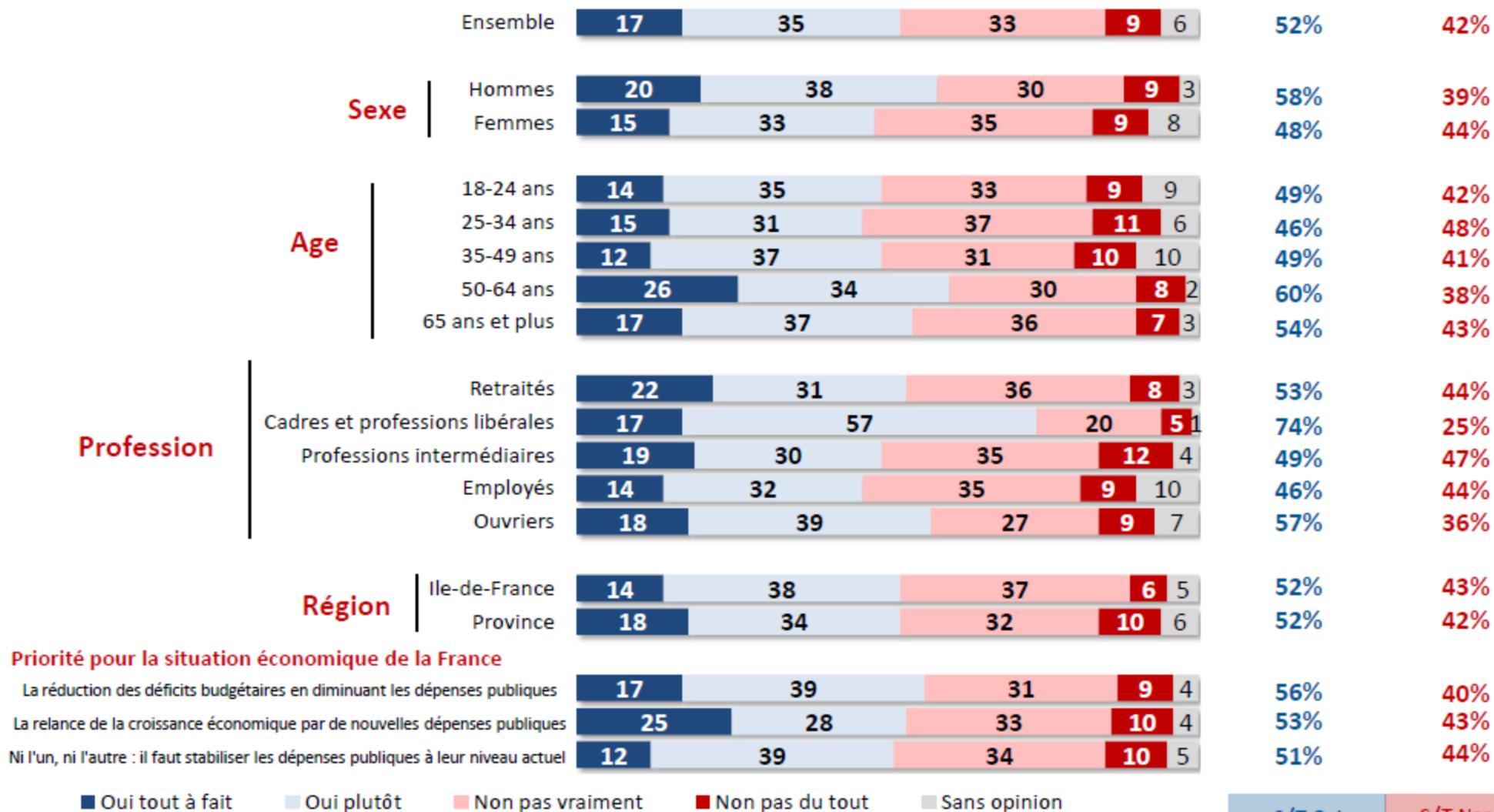
Electeurs de Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



Electeurs de Marine Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle 2012



DÉTAIL DES RÉSULTATS PAR CATÉGORIES SOCIODÉMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES

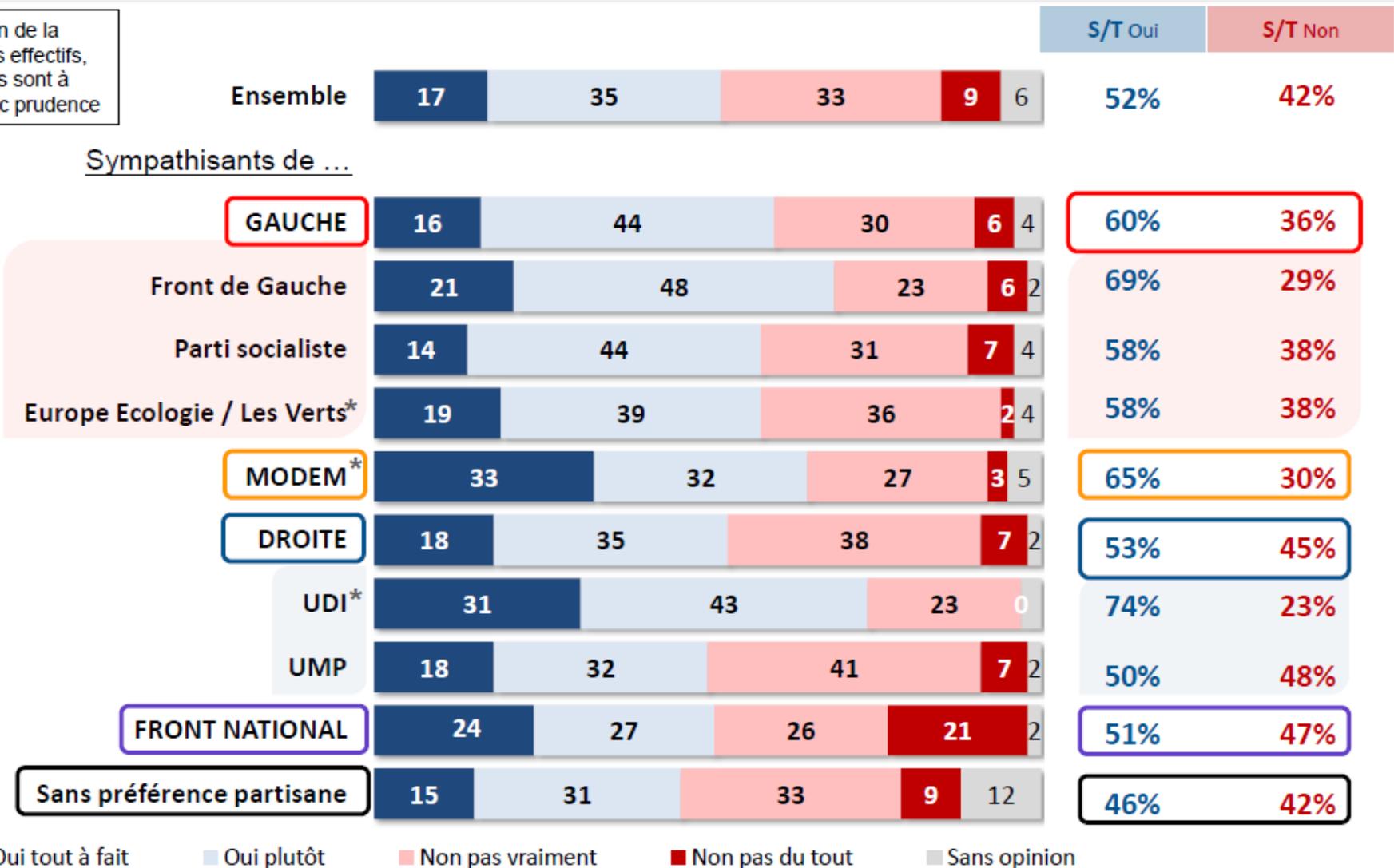


■ Oui tout à fait ■ Oui plutôt ■ Non pas vraiment ■ Non pas du tout ■ Sans opinion

S/T Oui S/T Non

DÉTAIL DES RÉSULTATS SELON LA PROXIMITÉ POLITIQUE

* En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence



Contacts CSA – Pôle Opinion-Corporate :

Jérôme SAINTE-MARIE – Directeur général-adjoint (jerome.sainte-marie@csa.eu)

Yves-Marie CANN – Directeur d'études (yves-marie.cann@csa.eu)

Tiéfaine CONCAS – Chargé d'études (tiefaine.concas@csa.eu)

en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux

Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01

